



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité bidépartementale Calvados - Manche

Caen, le 19 avril 2023

Nos réf. : 2023-272

Affaire suivie par : Bertrand CAGNEAUX et Guillaume BEAUCAMP
bertrand.cagneaux@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 02 50 71 50 55

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) des Aucrais Société SUEZ RV NORMANDIE Communes de Bretteville-le-Rabet, Cauvicourt, Gouvix et Urville

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
Rapport de fin d'instruction des demandes d'autorisation environnementale et de servitudes d'utilité publique

RÉFÉRENCES : Code de l'environnement et notamment ses articles R181-16 à R181-34
Dossier de demande d'autorisation déposé en date du 20 avril 2021
et compléments apportés par le pétitionnaire en date du 17 mars 2022
Dossier de demande de servitudes d'utilité publique déposé en date du 20 avril 2021
Enquête publique réalisée du 3 janvier 2023 au 1^{er} février 2023

PIECES JOINTES : Projet d'arrêté préfectoral de prolongation d'autorisation à exploiter
Projet d'arrêté préfectoral portant institution de servitudes d'utilité publique

Par dépôt sur la plateforme numérique dédiée en date du 20 avril 2021, la société SUEZ RV NORMANDIE a sollicité une autorisation environnementale pour poursuivre l'exploitation de son installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sur le site des Aucrais et de sa déchetterie située sur ce même site, sur le territoire des communes de Bretteville-le-Rabet, Cauvicourt, Gouvix et Urville.

Au cours de la phase d'examen de la demande, des compléments ont été sollicités le 21 juin 2021 et apportés par le pétitionnaire en date du 17 mars 2022.

L'enquête publique, qui s'est déroulée du 3 janvier 2023 au 1^{er} février 2023, a permis de collecter les avis de la population et des collectivités locales sur les projets présentés par le pétitionnaire.

Le présent rapport présente la demande d'autorisation, établit une synthèse des phases d'examen et d'enquête publique, et propose au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) du Calvados deux projets d'arrêtés préfectoraux, prenant en compte les demandes du pétitionnaire et l'ensemble des enjeux identifiés lors de l'instruction.

1. PRÉSENTATION DU PROJET

1.1. Présentation du demandeur

Raison sociale : SUEZ RV NORMANDIE

Siège social : Rue de la Terre Adélie, Parc Édonia, Bâtiment T, CS 86820, 35769 Saint-Grégoire cedex

N° SIRET : 788 261 626 000428

Signataire : M. Ronan ERTUS

Adresse du site d'exploitation : Les Aucrais, 14190 Urville

1.2. Présentation de l'installation actuelle

L'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) des Aucrais est autorisée par arrêté préfectoral du 30 mars 2005, modifié par arrêtés préfectoraux complémentaires des 22 octobre 2009, 6 décembre 2010, 19 février 2013, 4 septembre 2014, 3 juillet 2015 et 4 décembre 2019.

Par suite de divers changements, les exploitants ont été successivement SITA FD, SFTR 53, SNN puis SUEZ RV NORMANDIE.

L'installation de stockage est notamment constituée d'une zone historique d'enfouissement, dite « Aucrais I » à l'ouest de la RN 158, en phase de post-exploitation depuis le 30 septembre 2007 (cf. arrêté préfectoral du 6 décembre 2010), et d'une zone « Aucrais II » en cours d'exploitation à l'est de la RN 158. Ces 2 zones sont situées au droit de carrières de calcaire à ciel ouvert, encore exploitées au voisinage direct de l'installation de stockage.

L'installation de stockage est actuellement autorisée pour une capacité totale annuelle de 300 000 tonnes de déchets non dangereux et pour une durée de 20 ans à compter de la date du début d'exploitation de la zone « Aucrais II », soit jusqu'en 2026.

Les déchets non dangereux mis en stockage sur le site sont composés aux deux tiers (en tonnage moyen sur ces dernières années) de résidus de broyage ultimes et, pour le tiers restant, d'ordures ménagères et encombrants de déchetteries. Les résidus de broyage ultimes sont les déchets résiduels des installations de valorisation de métaux (broyeurs de véhicules hors d'usage dépollués, broyeur de déchets d'équipements électriques et électroniques dépollués) et présentent la particularité de ne pas être odorants ni susceptibles d'envols. Ainsi, l'ISDND des Aucrais est moins concernée que d'autres installations du même type par les problématiques d'envols de déchets et d'odeurs. Très peu de plaintes pour nuisances (odeurs, envols de déchets, etc.) ont été signalées à l'inspection des installations classées ces dernières années, et ce constat est confirmé lors des réunions de la commission de suivi de site (réunions a minima annuelles).

Au niveau de la zone « Aucrais I » en post-exploitation depuis septembre 2007, des lixiviats continuent d'être collectés, stockés, puis traités sur l'installation d'évapo-concentration commune avec la zone « Aucrais II ». Le biogaz généré par la décomposition des déchets de la zone « Aucrais I » est intégralement éliminé via une torchère. Le volume de biogaz est globalement décroissant d'année en année.

Au niveau de la zone « Aucrais II », les casiers sont exploités en mode « bioréacteur » depuis 2015 : les lixiviats collectés sont en partie réinjectés dans les casiers ayant fait l'objet d'un réaménagement final, pour maîtriser le taux d'humidité dans le massif de déchets et optimiser le processus de décomposition et de production de biogaz. Les casiers sont équipés de dispositifs de captage du biogaz dès leur construction et à l'avancement de l'exploitation. Cette technique d'exploitation est actuellement considérée comme la plus adaptée pour les déchets non dangereux.

La zone « Aucrais II » est équipée d'une plateforme entièrement dédiée au traitement des lixiviats et à la valorisation du biogaz. Le traitement des lixiviats est réalisé en deux phases : un pré-traitement biologique en lagunes, suivi d'un traitement par évapo-concentration. Le biogaz est quant à lui valorisé sous forme d'énergie électrique (par un moteur de cogénération) et thermique (chaleur utilisée pour le prétraitement et le traitement des lixiviats). En cas de besoin (maintenance ou problème technique), une torchère permet d'éliminer le biogaz produit par la décomposition des déchets.

Les eaux pluviales ruisselant sur les zones « Aucrais I » et « Aucrais II » sont collectées dans des bassins étanches. Elles sont ensuite envoyées dans des bassins d'infiltration, à condition que les analyses préalablement effectuées ne révèlent pas de pollution de ces eaux. L'ensemble de ces eaux étant finalement infiltrées sur site (ou, en cas de pollution, traitées dans des installations appropriées), il n'y a pas de point de rejet d'eaux superficielles vers l'extérieur de l'installation.

Hormis la partie déchetterie et la zone de réception (accueil, pont-bascule) situées en bordure de la zone « Aucrais I », les aménagements en objet de la présente demande d'autorisation environnementale concernent uniquement la zone « Aucrais II ».

L'inspection des installations classées suit tout particulièrement l'installation de stockage des Aucrais, d'autant plus qu'il s'agit de la plus importante de Normandie. Diverses inspections thématiques y ont été réalisées ces dernières années afin de vérifier la traçabilité des déchets mis en stockage (notamment le caractère non dangereux des divers résidus de broyage admis), l'absence de déchets non ultimes envoyés par les producteurs (ces déchets doivent faire l'objet de valorisation), la conformité des travaux d'aménagement des nouveaux casiers avant la réception des premiers déchets, la conformité des travaux de recouverture des casiers remplis, etc. Ainsi, 16 inspections ont été réalisées sur ce site entre 2016 et 2022. Aucune de ces contrôles n'a conduit l'équipe d'inspection des installations classées à proposer des sanctions administratives ou pénales.

Il peut donc être retenu que la société Suez RV Normandie exploite de manière sérieuse le site des Aucrais et dispose des capacités techniques pour poursuivre l'exploitation selon les éléments de sa demande.

1.3. Présentation de la demande

La présente demande est constituée des éléments suivants :

- prolongation de l'exploitation de l'ISDND jusqu'au 31/12/2037 :
 - dans un périmètre parcellaire inchangé,
 - avec une augmentation du volume de stockage générée par l'abaissement du point bas des casiers (+ 95 m NGF au lieu de + 97,27 m NGF actuellement).
 - et pour une capacité maximale annuelle dégressive dans le temps :
 - 265 000 tonnes par an jusqu'au 31/12/2026,
 - 230 000 tonnes par an du 01/01/2027 au 31/12/2029,
 - 200 000 tonnes par an du 01/01/2030 au 31/12/2037.
 - à ces tonnages s'ajoute une capacité dite de « réserve » de 30 000 tonnes maximum par an, mobilisable uniquement en cas de situation exceptionnelle, d'urgence ou d'absence de solution alternative, et sous réserve de validation par les services de l'État.
- création d'un **casier dédié aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante**, présentant un vide de fouille à combler de 21 000 m³ soit 36 000 tonnes au total. Ce casier sera créé au-dessus d'un casier de déchets non dangereux, sans modification de la côte de réaménagement final. Ces déchets seront apportés à une capacité moyenne de 3000 tonnes par an, une capacité maximale de 5000 tonnes par an (venant en plus de la capacité de déchets non dangereux).
- création d'un **casier de terres faiblement polluées*** (installation de stockage de déchets inertes avec dépassement des valeurs limites, dite « ISDI+ »), présentant un vide de fouille à

comblent de 123 500 m³ soit 173 000 tonnes au total. Ces terres seront apportées au rythme maximal de 30 000 tonnes par an et au rythme moyen de 15 000 t/an.

- augmentation du volume de lixiviats traités (traitement de lixiviats provenant d'autres ISDND, dans la limite de 10 tonnes par jour).
- maintien de la déchetterie existante (dans la limite de 7 tonnes de déchets dangereux et 300 m³ de déchets non dangereux, correspondant au régime déclaratif au titre des ICPE).
- extension de la zone de chalandise : Calvados et départements limitrophes pour les ordures ménagères résiduelles ; Normandie et régions limitrophes pour les déchets non dangereux d'activités économiques, les terres faiblement polluées et les déchets contenant de l'amiante.

* La notion de terres faiblement polluées est encadrée par l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014. Les terres faiblement polluées correspondent à des terres qui, lors d'un test de lixiviation, respectent l'ensemble des valeurs maximales permettant de distinguer les déchets inertes des non inertes. Le dépassement de la valeur limite doit rester inférieur à 300 %. À titre d'exemple, des matériaux excavés pour la création de tunnels dans le cadre du chantier du Grand Paris sont susceptibles d'être déclassés pour le paramètre sulfates, du fait de la géologie du bassin parisien. Ces terres excavées sont donc considérées comme faiblement polluées et pourraient ainsi être acceptées sur le site des Aucrais.

1.4. Classement au titre des nomenclatures ICPE et IOTA

Les installations projetées relèvent des installations classées (ICPE) au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

N° de rubrique	Activités concernées	Régime (*)	Éléments caractéristiques
3540	Installation de stockage de déchets	A	cf. rubrique 2760
2760-2	Installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND)	A	a) Déchets non dangereux Capacité maximale annuelle : - 265 000 t/an jusqu'au 31/12/2026, - 230 000 t/an du 01/01/2027 au 31/12/2029, - 200 000 t/an du 01/01/2030 au 31/12/2037. b) Déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante Capacité maximale annuelle : - 5 000 t/an.
2760-3	Installation de stockage de déchets inertes (ISDI)	E	Déchets inertes et terres faiblement polluées. Capacité maximale annuelle : - 30 000 t/an.
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux.	D	Traitement de lixiviats en provenance d'ISDND extérieures. Quantité de lixiviats traités inférieure à 10 tonnes / jour.
2710-1	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Collecte de déchets dangereux.	D	Déchetterie Quantité totale de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation inférieure à 7 tonnes.

2710-2	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Collecte de déchets non dangereux.	D	Déchetterie Quantité totale de déchets non dangereux susceptible d'être présente dans l'installation inférieure à 300 m ³ .
2910-B-1 (**)	Installation de combustion B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse : 1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW.	E	Moteur thermique de valorisation électrique du biogaz issu de l'ISDND, d'une puissance nominale de 1 413 kW.
2921-1b	Installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle.	D	Tour aéroréfrigérante de 1400 kW.

- * A : installations soumises à autorisation
E : installations soumises à enregistrement
D : installations soumises à déclaration

** Bien que le pétitionnaire ne l'ait pas intégré dans son dossier, il convient de classer le moteur thermique de valorisation électrique du biogaz issu de l'ISDND sous la rubrique 2910-B-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

La demande vise également une rubrique de la nomenclature IOTA :

2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 20 hectares.	Régime A
---------	---	----------

La demande d'autorisation environnementale ne comprend pas d'autre demande d'autorisation associée.

1.5. Compatibilité aux documents d'urbanisme

Depuis le dépôt de la demande par SUEZ RV NORMANDIE en 2021, un changement notable est intervenu quant aux documents d'urbanisme avec l'approbation du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes Cingal – Suisse Normande en date du 31 mars 2022. Ce PLUi s'applique aux quatre communes concernées par la demande d'autorisation (Bretteville-le-Rabet, Cauvicourt, Gouvix et Urville).

L'ensemble des parcelles appartenant au périmètre ICPE sont classées Nc (zone de carrières), A (zone agricole) ou Nenr (zone pour la production d'énergie renouvelable) (la zone classée Nenr correspond à la zone de stockage « Aucrais I » aujourd'hui en post-exploitation).

La poursuite des activités exercées par SUEZ RV NORMANDIE, dans un périmètre géographique maintenu identique à celui de l'installation déjà autorisée, est jugée compatible aux dispositions du PLUi en vigueur.

1.6. Demande de servitudes d'utilité publique

Le pétitionnaire a joint à sa demande d'autorisation environnementale une demande de Servitudes d'Utilité Publique (SUP) s'appliquant sur une distance de 200 mètres autour des zones de stockage de déchets.

La demande de servitudes a pour objet principal l'inconstructibilité de la zone concernée. Ces servitudes doivent couvrir la durée d'exploitation de l'installation et la période de suivi à long terme.

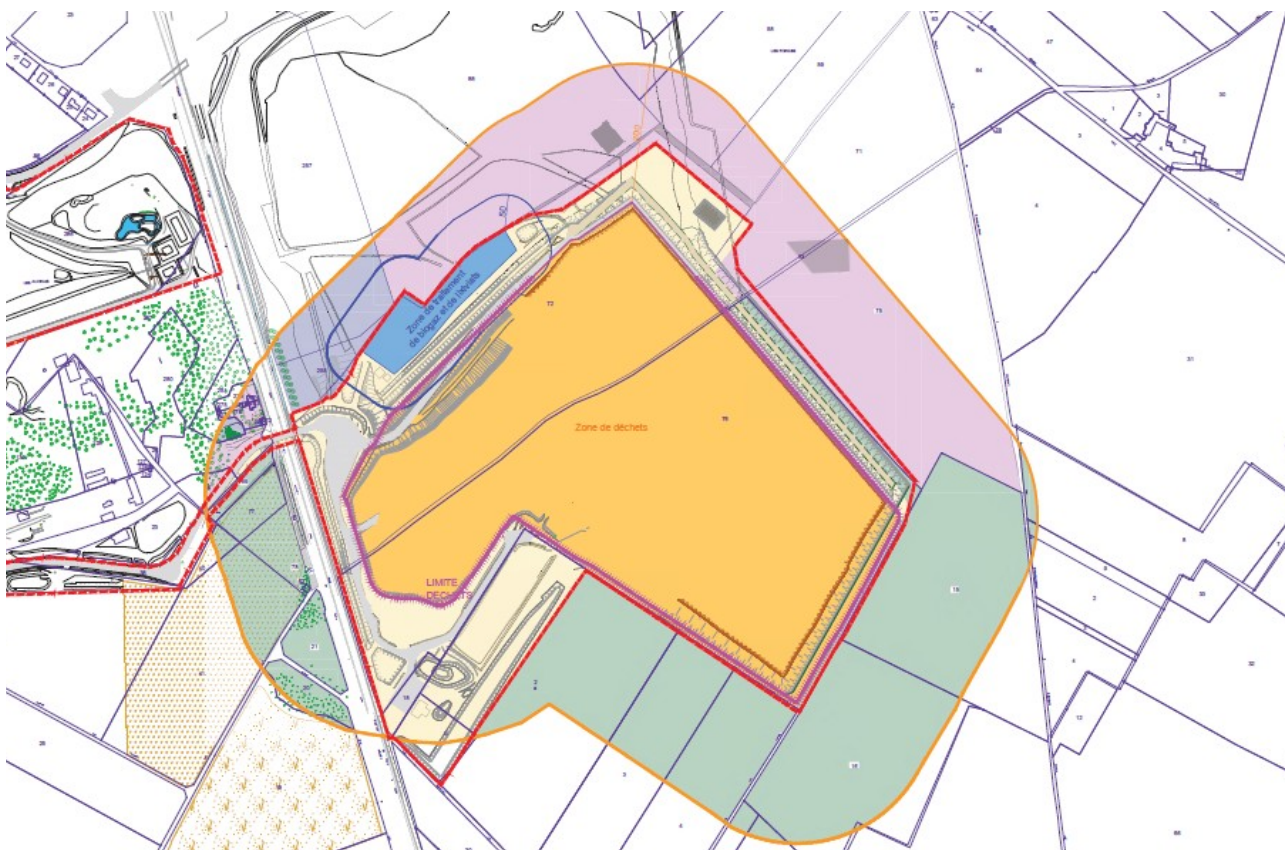
La demande de servitudes d'utilité publique a été soumise à enquête publique conformément à l'article L. 515-9 du code de l'environnement (cf. suite du rapport).

Il convient de distinguer clairement 2 zones de servitudes :

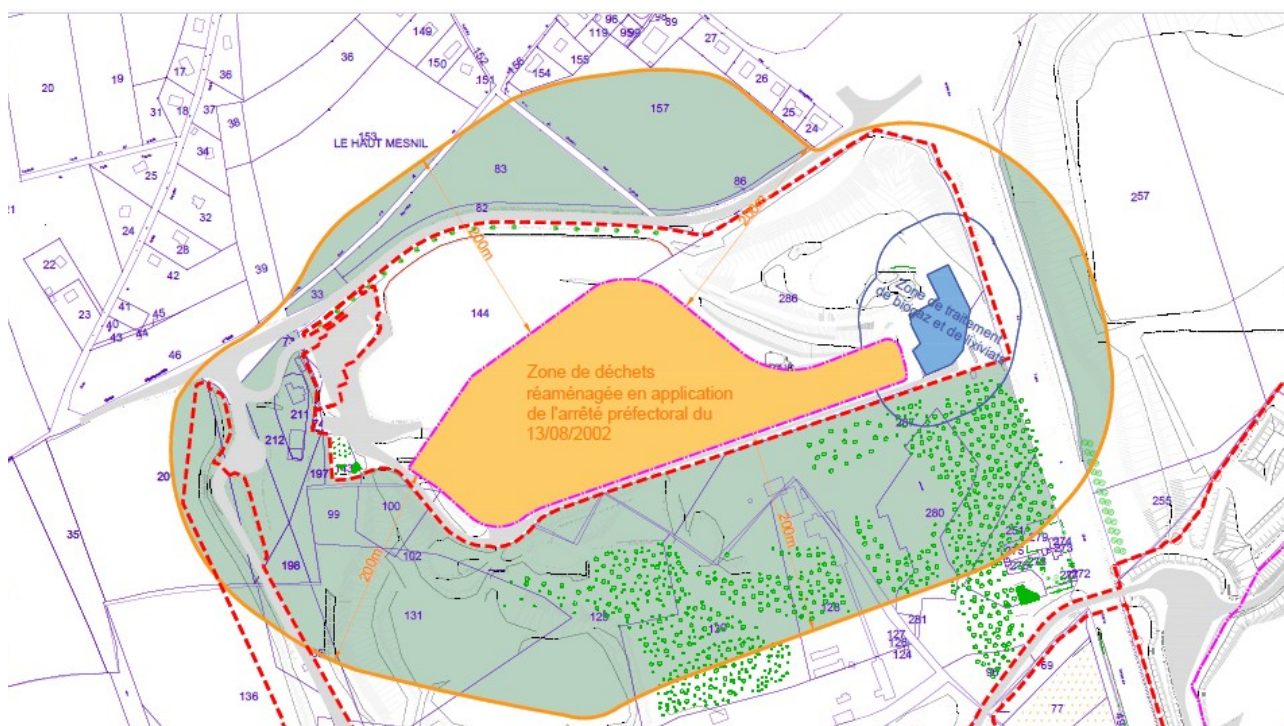
- autour de la zone « Aucrais II », les servitudes sont prises en application de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux ISDND et de l'article L. 515-12 du code de l'environnement. Elles s'appliquent pendant les phases d'exploitation (estimée jusqu'en 2037) et de suivi à long terme de l'installation (estimée jusqu'en 2062).
- autour de la zone « Aucrais I », les servitudes sont prises en application de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997. Contrairement aux éléments du dossier proposé par Suez RV Normandie, ces servitudes ne s'appliquent qu'autour des casiers exploités sous couvert de l'arrêté préfectoral du 13 août 2002 ; il est donc nécessaire de sortir du champ d'application des servitudes les casiers dont l'exploitation était encadrée par les arrêtés préfectoraux antérieurs au 13 août 2002. De plus, la zone « Aucrais I » étant en phase de post-exploitation depuis le 30 septembre 2007, les servitudes s'appliqueront jusqu'à la fin de la période de suivi (estimée jusqu'en 2037).

Les SUP représentent une superficie totale de 38 ha 88 a 03 ca autour des « Aucrais II » et de 25 ha 59 a 16 ca autour des « Aucrais I » (après correction de la bande de 200 m). Cinquante parcelles sont concernées au total, en tout ou partie.

Les bandes de 200 m autour des 2 zones du site sont représentées ci-après. *NB : seules les parcelles pour lesquelles Suez RV Normandie ne dispose pas de la maîtrise foncière sont concernées par les SUP.*



Bande de 200 m autour de la zone "Auçais II" en cours d'exploitation



Bande de 200 m autour de la zone en post-exploitation "Auçais I"

2. PHASE D'EXAMEN DU DOSSIER

2.1. Déroulement de la phase d'examen

Le dossier de demande d'autorisation environnementale présenté par la société SUEZ RV NORMANDIE a fait l'objet d'un accusé de réception en date du 20 avril 2021 conformément aux dispositions de l'article R181-16 du code de l'environnement.

Pour être jugé complet et régulier, le dossier devait comporter l'ensemble des pièces et informations mentionnées aux articles R181-12 à R181-15, et D181-15-1 à D181-15-9, en fonction des autorisations embarquées visées à l'article L181-2.

Après examen, le pétitionnaire a été informé, en date du 21 juin 2021, que son dossier nécessitait d'être complété. Le pétitionnaire a transmis les compléments attendus en date du 17 mars 2022.

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de Normandie a été saisie le 4 juin 2021 et a rendu un avis sur le dossier complété, en date du 17 mai 2022. Le pétitionnaire a apporté une réponse écrite à cet avis, en date du 14 septembre 2022.

Au regard des différentes contributions des services consultés et des dispositions réglementaires en vigueur, le dossier fourni par SUEZ RV NORMANDIE est apparu suffisamment développé pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier les caractéristiques du projet, ses incidences prévisibles sur l'environnement, ses inconvénients ou dangers et les conséquences prévisibles en cas de sinistre, au regard des intérêts mentionnés à l'article L181-3 du code de l'environnement, et le respect des règles mentionnées à l'article L181-4 du même code.

L'examen de la demande n'a fait apparaître aucun des motifs de rejet mentionnés à l'article R181-34 du code de l'environnement.

2.2. Avis émis lors de la phase d'examen

Lors de l'examen, les services suivants ont été consultés :

Nom du service	Date de la saisine	Date de la contribution	Résumé de l'avis
Agence régionale de santé (ARS) de Normandie	28/04/21	03/06/21	Quelques observations et demandes de compléments.
Commission locale de l'eau (CLE) du SAGE Orne aval - Seulles	28/04/21	07/06/21	Avis favorable. Quelques observations.
Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) du Calvados	28/04/21	21/05/21	Quelques observations et demandes de compléments.
Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Calvados	28/04/21	03/05/21	Pas d'objection de principe. Quelques observations.
Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) de Normandie	30/04/21	27/05/21	Pas d'observation particulière.
Région Normandie	05/05/21 puis 21/03/22 (sur le dossier complété)	23/06/21 puis 05/04/22 (sur le dossier complété)	Avis du 23/06/2021 : demande de révision de la capacité demandée. Avis du 05/04/2022 : capacité demandée jugée conforme aux recommandations pour atteindre les objectifs régionaux.

Les observations et demandes de compléments formulées par les services consultés ont été intégrées à la demande de compléments adressée au pétitionnaire le 21 juin 2021. Le pétitionnaire a ainsi pu prendre en compte ces avis, dans son dossier complété en date du 17 mars 2022.

En particulier, une deuxième consultation a été adressée à la Région Normandie pour s'assurer de la bonne prise en compte de ses recommandations par le pétitionnaire.

In fine, aucun avis n'est défavorable ni n'oppose d'objection de principe à la demande. Les recommandations des services ont été prises en compte par le pétitionnaire et / ou font l'objet de prescriptions particulières reprises dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

3. ANALYSE DES PRINCIPAUX ENJEUX DU DOSSIER

De manière générale, les activités étant en grande partie identiques à celles déjà exercées sur l'installation, et le périmètre ICPE étant inchangé, les enjeux sont globalement identiques à ceux de l'installation existante, autorisée par arrêté préfectoral du 30 mars 2005 modifié. Le présent rapport n'aborde donc pas de manière exhaustive l'ensemble des enjeux liés à l'installation.

À titre d'exemples :

- la plateforme existante de traitement des lixiviats et de valorisation du biogaz étant déjà dimensionnée pour gérer les volumes de lixiviats et biogaz attendus pendant toute la durée d'exploitation, la nouvelle demande n'introduit pas de modification des équipements existants ;
- la demande n'introduit pas non plus de modifications susceptibles d'avoir une influence sur les émissions olfactives ni sur les envols de déchets (même nature de déchets admis, mêmes dispositions techniques en termes de couvertures, dégazage à l'avancement, etc) ;
- vu l'absence de modification topographique en termes d'emplacement et d'altitude de réaménagement final des zones de stockage de déchets, la nouvelle demande n'impacte pas le réaménagement paysager final par rapport à l'autorisation actuelle ;

Les paragraphes ci-après visent à aborder de manière synthétique les principaux enjeux liés à la nouvelle demande, dont la capacité de l'installation (modifiée par rapport à l'autorisation actuellement en vigueur), les risques chroniques liés à la création de casiers de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante et de terres faiblement polluées ou encore le trafic routier.

3.1. Capacité demandée

La première version du présent dossier de demande d'autorisation environnementale sollicitait une capacité maximale d'acceptation de déchets non dangereux globalement égale à la capacité annuelle déjà autorisée (au total 300 000 tonnes par an), pour une durée d'exploitation prolongée jusqu'en 2035.

Après analyse de la compatibilité de la demande aux objectifs régionaux en matière de réduction des quantités de déchets destinés à l'enfouissement, inscrits dans le SRADDET (schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) de Normandie, et après échanges avec le service instructeur et les services du Conseil Régional de Normandie, le pétitionnaire a fait le choix de demander une capacité maximale de stockage de déchets non dangereux réduite (265 000 tonnes par an jusqu'en 2026), et dégressive au cours du temps (pour

atteindre 200 000 tonnes par an en fin d'exploitation). En contrepartie, pour utiliser la capacité totale du site, la durée d'exploitation sollicitée est prolongée de 2 ans, soit jusqu'en 2037.

Dans son avis daté du 5 avril 2022, le Conseil Régional de Normandie estime que cette capacité dégressive d'enfouissement dans le temps est conforme à ses recommandations en vue d'atteindre les objectifs régionaux.

Il est précisé que ces échanges relatifs à la capacité demandée ne visent pas les déchets de terres faiblement polluées ni les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante : l'avis du Conseil Régional souligne la pertinence de disposer de nouveaux exutoires pour ce type de déchets en région Normandie.

Pour mémoire, le tableau ci-dessous résume les tonnages reçus ces dernières années sur le site.

	<i>Max autorisé</i>	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Tonnages reçus	300 000 t/an	225 419 t	230 525 t	260 447 t	261 604 t	308 040 t	261 255 t	269 255 t	238 231 t

La baisse enregistrée en 2022 peut notamment être expliquée par la mise à l'arrêt (par arrêté préfectoral de suspension à titre conservatoire) des ateliers de post-traitement de résidus de broyage de l'établissement Revival Castine en Plaine, durant le premier semestre de l'année. En effet, les résidus ultimes issus de ces ateliers de post-traitement sont pour une grande part mis en stockage sur le site des Aucrais.

3.2. Surprofondeur du fond des casiers et augmentation du vide de fouille

Concernant la capacité totale de l'installation en termes de volume de déchets admissible, la présente demande d'autorisation introduit une augmentation du vide de fouille disponible (augmentation estimée à 92 450 m³), alors même que le périmètre de la zone de stockage et la côte (altitude) de réaménagement final sont inchangés.

Cette augmentation de volume trouve son origine dans la surprofondeur du point bas des casiers, sollicitée à + 95 m NGF au lieu de + 97,27 m NGF actuellement. Cette surprofondeur est motivée par le fait que l'exploitant de la carrière « rend » le carreau de carrière surcreusé de 2,27 mètres. Cela évite ainsi à l'exploitant Suez RV Normandie de devoir disposer une épaisseur de 2,27 m d'argile avant d'aménager ces casiers déchets.

La composition des barrières de sécurité passive et active (visant à isoler le massif de déchets du milieu naturel) n'est pas remise en cause par cette modification. Malgré la surprofondeur demandée, il persistera une distance de sécurité de l'ordre de 12 mètres minimum entre le massif de déchets et la nappe d'eaux souterraines sous-jacente (plus hautes eaux constatées à + 83 m NGF en 2001).

Par ailleurs, il est rappelé que la zone « Aucrais II » dispose d'un réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines constitué d'un piézomètre en amont et trois piézomètres en aval, dans l'aquifère calcaire du Bathonien. Les analyses des eaux souterraines réalisées au cours des dernières années ne révèlent aucune incidence de l'installation de stockage sur la qualité des eaux souterraines, comme cela est régulièrement rappelé lors des réunions de la commission de suivi de site.

3.3. Modalités d'admission des différents déchets sur le site

Avant d'être admis sur le site en vue d'être mis en stockage, les déchets non dangereux et déchets contenant de l'amiante font l'objet d'une information préalable (cas des ordures ménagères et des encombrants de déchèteries) ou d'une acceptation préalable (autres cas : résidus de broyage,

déchets d'entreprises non dangereux, déchets de matériaux contenant de l'amiante, terres faiblement polluées).

La procédure d'information préalable est définie à l'article 28 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 : *« Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. L'information préalable contient les éléments nécessaires à la caractérisation de base définie au point 1 de l'annexe III [de l'arrêté ministériel du 15/02/2016]. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires. »*

La procédure d'acceptation préalable est, elle, définie à l'article 29 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 : *« la procédure d'acceptation préalable (...) comprend deux niveaux de vérification : la caractérisation de base et la vérification de la conformité. Le producteur ou le détenteur du déchet fait en premier lieu procéder à la caractérisation de base du déchet définie au point 1 de l'annexe III [de l'arrêté ministériel du 15/02/2016]. Le producteur ou le détenteur du déchet fait procéder ensuite, et au plus tard un an après la réalisation de la caractérisation de base, à la vérification de la conformité. Cette vérification de la conformité est à renouveler au moins une fois par an. Elle est définie au point 2 de l'annexe III. Un déchet n'est admis dans une installation de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou au détenteur du déchet d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum. Pour tous les déchets soumis à la procédure d'acceptation préalable, l'exploitant précise lors de la délivrance du certificat la liste des critères d'admission retenus parmi les paramètres pertinents définis au point 1 d de l'annexe III. Le certificat d'acceptation préalable est soumis aux mêmes règles de délivrance, de refus, de validité, de conservation et d'information de l'inspection des installations classées que l'information préalable à l'admission des déchets. Pour les installations de stockage internes, le certificat d'acceptation préalable n'est pas requis dès lors qu'une procédure interne de gestion de la qualité dans la gestion des déchets est mise en place. Toutefois, les essais de caractérisation de base et de vérification de la conformité tels que définis aux points 1 et 2 de l'annexe III restent nécessaires.*

Les terres inertes faiblement polluées font également l'objet d'une procédure d'acceptation préalable définie par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014. Celle-ci s'appuie notamment sur un test de lixiviation visant à démontrer le caractère inerte des matériaux ou les légers dépassements des valeurs encadrant la notion de « terres faiblement polluées ».

À leur arrivée sur le site, les lots de déchets font l'objet d'un contrôle systématique des documents de procédure préalable décrits ci-avant, d'un pesage, d'une vérification d'absence de radioactivité et d'un contrôle visuel (pour les parties visibles).

Les opérations de déchargement font également l'objet d'un contrôle par vidéosurveillance (nouvelles dispositions réglementaires depuis 2022), visant à vérifier l'absence de déchets non ultimes qui devraient être valorisés et non mis en stockage.

Des dispositions spécifiques s'appliquent aux déchargements de lots de déchets d'amiante, afin de ne pas altérer le conditionnement par double ensachage de ces déchets, et ainsi d'éviter toute émission à l'air libre de fibres d'amiante.

Pour ce qui concerne l'acceptation sur site de lixiviats pompés dans les casiers de déchets d'autres installations de stockage du groupe Suez RV Normandie, l'exploitant disposera d'une analyse de chaque lot réceptionné sur site et s'assurera de sa capacité à les traiter correctement dans son installation d'évapo-concentration des Aucrais.

3.4. Impacts sur la santé humaine et les eaux souterraines

La demande d'autorisation environnementale présente une étude d'impact dont le contenu répond aux exigences de l'article R122-5 du code de l'environnement.

Les effets sur les eaux souterraines ne seront pas modifiés dans le cadre de la prolongation de l'exploitation. Comme déjà vu, l'approfondissement du point bas des futurs casiers de déchets de 2,27 m sera sans effet sur la nappe, protégée par plus de 12 m de matériaux peu perméables et les barrières de sécurité passive et active de chaque casier déchets. La gestion des eaux pluviales se poursuivra comme actuellement, avec dissociation des eaux souillées (eaux en circulation avec le massif de déchets) et des eaux pluviales ruisselant sur les surfaces propres.

Concernant la création d'un casier de stockage de déchets de construction contenant de l'amiante, le pétitionnaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions édictées aux articles 39 à 45 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux ISDND. Ces dispositions assurent notamment l'absence de dispersion de fibres d'amiante dans l'air (les déchets arrivent sur site dans des emballages étanches, sont manipulés de manière à ne pas endommager leur conditionnement, et sont recouverts d'une couche de matériaux inertes à la fin de chaque journée) et à s'assurer par un suivi annuel de l'absence de dispersion de fibres d'amiante dans l'eau.

Concernant la création d'un casier de terre faiblement polluées, le pétitionnaire a réalisé une étude hydrodispersive afin de justifier l'absence de dégradation de la qualité des eaux souterraines liée à cette nouvelle activité, et s'engage à ne réceptionner que des déchets de type « terres et sédiments » dont les valeurs limites à respecter après un test de lixiviation sont encadrées par l'article 6 et l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission de déchets inertes.

3.5. Trafic routier engendré

L'installation de stockage est desservie par la RN158 reliant Caen à Falaise. Une bretelle a spécialement été aménagée sur cette voie rapide afin de supporter le trafic poids-lourds lié au site. Cette bretelle profite également à la carrière voisine et permet d'éviter la traversée de tout cœur de bourg.

Depuis la bretelle de sortie de la RN 158, les poids-lourds accèdent au site via la RD n° 132 (sur 650 mètres environ) puis un tourne-à-gauche. L'accès est commun à celui de la déchèterie du SMICTOM des Bruyères et de la carrière voisine, puis dédié après un rond-point dédié.

En 2022, 19 919 poids-lourds se sont rendus sur l'installation de stockage, soit environ 80 poids-lourds par jour (pour 238 231 t mises en stockage). On peut y ajouter une dizaine de véhicules légers en moyenne par jour. A titre comparatif, pour l'année 2019 qui avait vu un tonnage enfoui de 308 000 tonnes environ, 23 561 poids-lourds avaient fréquenté le site.

Selon les projections de Suez RV Normandie, même en intégrant le trafic supplémentaire généré par les apports de terres faiblement polluées (15 000 t/an en moyenne, 30 000 t/an maximum) et de déchets d'amiante (3000 t/an en moyenne, 5000 t/an maximum), le trafic poids-lourds restera inférieur aux données prises dans le dossier ayant conduit à l'arrêté d'autorisation du 30 mars 2005 actuellement applicable, dimensionné pour un apport de 300 000 tonnes maximum par an.

En outre, ce trafic diminuera notablement à partir de 2027, du fait de la diminution encadrée du tonnage maximum de déchets non dangereux mis en stockage.

Le trafic lié aux apports de lixiviats provenant d'autres ISDND du groupe Suez, pour traitement par évapo-concentration sur le site des Aucrais, peut être considéré comme négligeable (moins de 2 camions-citernes par semaine).

3.6. Risques accidentels

La présente demande n'introduit pas de modification majeure en termes de risques accidentels par rapport à l'installation actuellement autorisée. Le contenu de l'étude de dangers est suffisamment détaillé et étudie en particulier les risques d'incendie et d'instabilité du massif de déchets. Les mesures mises en œuvre pour prévenir ces risques et intervenir en situation accidentelle sont jugées proportionnées aux enjeux de ce type d'installation.

Ces mesures (compactage des déchets évitant la circulation d'oxygène comburant, recouverture en fin de journée par une couche de matériaux inertes, limitation de la taille des casiers de déchets, etc.), conjuguées aux contrôles annuels de stabilité et tassement des casiers, permettent de classer ces scénarios accidentels comme acceptables.

De manière concrète, un seul incendie est à déplorer sur le site des Aucrais lors des 10 dernières années. Survenu en 2016, cet incendie trouvait son origine sur un engin dans l'atelier de maintenance et avait été rapidement maîtrisé. Aucun effondrement ou mouvement des différents casiers n'a été enregistré sur le site des Aucrais II depuis sa mise en service en 2005.

L'exploitant a ainsi pu démontrer ces dernières années qu'il dispose des capacités techniques pour maîtriser les principaux risques accidentels rencontrés sur les installations de stockage de déchets non dangereux.

3.7. Garanties financières

La prolongation de l'exploitation et la mise en place de nouvelles activités ont amené le pétitionnaire à revoir le calcul des garanties financières provisionnées en cas de défaillance de l'exploitant.

En application de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 22/10/2009 actuellement en vigueur, le montant des garanties financières devait atteindre 3 237 713 € en fin d'exploitation (2026) et redescendre progressivement à 957 722 € en fin de post exploitation (2055).

À la rédaction du présent projet d'arrêté préfectoral, les nouveaux montants de garanties financières proposés par le pétitionnaire ont été recalculés en fonction de l'évolution de l'indice TP01 (passé de 117,5 en octobre 2021 à 128,0 en janvier 2023) et un taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 20 % a été appliqué. En effet, les garanties financières doivent être provisionnées toutes taxes comprises (TTC).

Ainsi, les nouveaux montants de garanties financières atteignent un maximum de 5 858 841 € en cours d'exploitation et redescendent progressivement à 1 340 299 € en fin de post-exploitation (période 2066-2068).

Pour mémoire, d'autres montants de garanties financières s'appliquent indépendamment sur le site « Aucrais I » actuellement en post-exploitation.

3.8. Biodiversité

S'agissant d'une prolongation d'exploitation de ce site, sur des terrains ayant fait l'objet d'extraction de calcaire (exploitation concomitante de la carrière), les enjeux en matière de biodiversité sont très limités : aucune incidence n'est attendue sur des milieux humides ni des espèces végétales. Très peu d'espèces animales fréquentent le carreau de la carrière qui accueillera les prochains casiers de stockage de déchets.

La problématique de l'avifaune caractéristique des installations de stockage de déchets (présence de corvidés) est gérée de manière satisfaisante actuellement : depuis 2016, un piégeur agréé intervient régulièrement sur site, où il a disposé trois cages mobiles de piégeage. En 2022, 283 corvidés ont ainsi été piégés (corneilles et freux).

4. ENQUÊTE PUBLIQUE ET ACCEPTABILITÉ LOCALE

4.1. Avis émis par les communes

Les trois communes suivantes ont rendu un **avis favorable** au projet :

- Cauvicourt (conseil du 30 janvier 2023) ;
- Saint-Germain-le-Vasson (conseil du 26 janvier 2023) ;
- Saint-Sylvain (conseil du 10 janvier 2023).

Ces avis favorables sont assortis de recommandations portant sur les sujets suivants :

- élargissement des horaires d'ouverture de la déchetterie, en particulier le samedi ;
- demande de tarifs plafonnés et d'accès spécifiques aux installations pour les communes et les riverains ;

Note de l'instructeur : Ces demandes relèvent d'une part de choix commerciaux du pétitionnaire, et d'autre part de décisions de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent en matière de gestion des déchets. L'arrêté préfectoral d'autorisation de l'installation peut encadrer certaines modalités d'accès aux installations, mais ne peut pas imposer à l'exploitant des jours et heures d'ouverture, ni des contraintes sur sa politique tarifaire. Pour mémoire, en réponse aux conclusions de l'enquête publique, la société SUEZ RV NORMANDIE a réitéré une proposition de cession des infrastructures de la déchetterie au SMICTOM de la Bruyère.

- lutte contre les envols ne devant pas se limiter au ramassage dans la plaine ;

Note de l'instructeur : dans son dossier, le pétitionnaire s'engage à mettre en œuvre les précautions visant à prévenir au maximum les envols de déchets (filets anti-envols, compactage, couvertures temporaires). Malgré ces précautions, en cas d'envols constatés à l'extérieur du site, le pétitionnaire s'engage à effectuer des opérations de ramassage. Des prescriptions sur ce sujet figurent à l'article 23.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Toute dérive qui serait constatée sur la gestion de ces envols pourra être remontée en premier lieu à l'exploitant, mais aussi dans le cadre de la commission de suivi de site, et à l'inspection des installations classées, qui restera attentive à ce sujet pendant toute la période d'exploitation. Il est à signaler qu'aucune plainte relative à l'envol de déchets depuis le site n'a été signalée au préfet ou à l'inspecteur des installations classées ces 5 dernières années.

- lutte contre les odeurs ;

Note de l'instructeur : Le pétitionnaire s'engage à respecter les obligations réglementaires visant à lutter contre les nuisances olfactives (dégazage à l'avancement, couverture des casiers, etc). Des prescriptions générales sur la lutte contre les nuisances olfactives figurent à l'article 12.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux ISDND introduit également des mesures visant à diagnostiquer et lutter contre l'émission d'odeurs, comme l'obligation de cartographie périodique des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place. Comme pour le précédent sujet, l'inspection des installations classées restera attentive à ce sujet pendant tout la période d'exploitation.

- intégration paysagère (visibilité sur le massif de déchets) et hauteur maximale de déchets ;

Note de l'instructeur : La hauteur maximale de déchets a été étudiée dès l'ouverture du site en termes d'intégration paysagère, et n'est pas modifiée par rapport à l'autorisation initiale de l'installation. De plus, le dossier présenté par le pétitionnaire comporte des engagements en matière de réaménagement de l'installation après la fin de l'exploitation, précisant en particulier les plantations prévues aux abords du site pour en renforcer l'intégration paysagère. Pour garantir la mise en œuvre effective de ces plantations, ces dernières sont reprises à l'article 13 du projet d'arrêté préfectoral, dédié à l'intégration paysagère de l'installation.

- trafic routier : imposer l'usage de la RN 158 et interdire le trafic poids lourds sur les axes secondaires.

Note de l'instructeur : Les voies principales d'accès à l'installation des Aucrais sont dimensionnées pour le trafic de poids lourds, en particulier la RN158, les bretelles de sortie et le tronçon de RD132 menant directement à l'entrée du site. Des limitations ou interdictions d'accès aux poids lourds sur certaines routes peuvent être prises au niveau municipal, en application de l'article L. 2213-1 du code général des collectivités territoriales.

Les deux communes suivantes ont rendu un **avis défavorable** au projet :

- Gouvix (conseil du 23 janvier 2023) : L'avis défavorable est justifié exclusivement sur l'inconstructibilité d'un terrain communal (parcelle ZE 46) dans le cadre de la demande de servitudes d'utilité publique. La commune demande la non prise en compte de cette parcelle dans l'arrêté de servitudes ou, à défaut, une indemnisation à hauteur du préjudice subi. L'avis rendu par la commune ne se prononce sur aucun autre sujet.

Note de l'instructeur : Cette parcelle ZE 46 n'est finalement pas située dans la bande autour de la zone « Aucrais I », telle que modifiée afin de ne prendre en compte que les casiers concernés par l'obligation de servitudes.

- Grainville-Longannerie (conseil du 1^{er} février 2023) : les raisons à l'origine de cet avis défavorable ne sont pas explicitées. La répartition des votes témoigne d'une absence de consensus au sein du conseil municipal (1 voix pour, 8 abstentions, 4 voix contre).

Les communes suivantes n'ont **pas délibéré** sur le dossier :

- Barbéry ;
- Bretteville-le-Rabet ;
- Bretteville-sur-Laize ;
- Cintheaux ;
- Estrées-la-Campagne ;
- Soignolles ;
- Urville.

4.2. Avis émis par la communauté de communes Cingal – Suisse Normande

La communauté de communes Cingal – Suisse Normande a rendu un **avis favorable** à la demande d'autorisation environnementale (en date du 23 février 2023), assorti de trois demandes relatives aux modalités d'ouverture de la déchetterie, à la lutte contre les odeurs et à la lutte contre les envois de déchets plastiques (cf. notes de l'instructeur sur ces sujets au paragraphe 4.1).

En revanche, la communauté de communes a émis un **avis défavorable au projet de servitudes d'utilité publique**, en raison de l'incidence de ces servitudes sur les règles définies dans le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé le 31 mars 2022. Ces incidences concernent uniquement la bande de 200 mètres autour de la zone « Aucrais I ». Elles viennent impacter des zones déjà urbanisées (une douzaine de parcelles sur la commune de Cauvicourt, et 3 parcelles sur la commune de Gouvix) et une zone à urbaniser (1 parcelle sur la commune de Gouvix).

Note de l'instructeur : la bande autour de la zone « Aucrais I », telle que modifiée afin de ne prendre en compte que les casiers concernés par l'obligation de servitudes, ne comporte finalement aucune parcelle construite ou constructible.

4.3. Participation du public

Le public a pu prendre connaissance du dossier et apporter des contributions sur le registre dématérialisé, ainsi que sur 4 registres « papier » déposés en mairies de Gouvix, Cauvicourt, Urville et Bretteville-le-Rabet :

- 5 contributions ont été apportées au registre dématérialisé (dont 2 correspondent en fait aux avis des communes de Cauvicourt et Saint-Sylvain, qui ont été à la fois envoyées en préfecture et déposées sur le registre dématérialisé). Ces contributions font surtout état de quelques demandes indirectement adressées au pétitionnaire, concernant l'intégration paysagère et la mise en place de plantations destinées à réduire l'impact visuel de l'installation, des inquiétudes quant à l'acceptation de déchets contenant de l'amiante, l'ouverture insuffisante de la déchetterie, l'usage futur du site et la possibilité de développer un projet photovoltaïque, la lutte contre les odeurs, et la gestion du trafic routier.
- 2 contributions ont été consignées sur le registre déposé en mairie de Gouvix : il s'agit de deux personnes ayant simplement mentionné leur « avis favorable ».
- 1 contribution a été consignée sur le registre déposé en mairie de Cauvicourt : une personne ne s'opposant pas à la prolongation de l'exploitation mais demandant une ouverture de la déchetterie tous les jours.
- 8 contributions ont été consignées sur le registre déposé en mairie d'Urville : 6 font état de l'opposition à la mise en place de servitudes, et demandent à défaut une indemnisation. Les autres inquiétudes sont relatives aux envols de déchets et à l'aspect paysager.
- 3 contributions ont été consignées sur le registre déposé en mairie de Bretteville-le-Rabet : 2 personnes venues simplement s'informer sur le dossier, et une contribution du Maire attirant l'attention sur la gestion des odeurs, les envols de déchets, l'ouverture de la déchetterie et l'impact paysager.
- 2 courriers ont enfin été déposés en mairie d'Urville le dernier jour de l'enquête publique : l'un est signé par le maire de Gouvix et reprend les éléments de l'avis émis par sa commune ; l'autre reprend les mêmes éléments (opposition aux servitudes et demande d'indemnisation), appliqués à une parcelle appartenant au signataire.

On peut noter que ces observations rejoignent les avis rendus par les communes, analysés dans les paragraphes précédents du présent rapport. Là encore, il convient de relever que la bande de servitudes de 200 m autour de la zone « Aucrais I », telle que modifiée afin de ne prendre en compte que les casiers concernés par l'obligation de SUP, ne touche finalement aucune parcelle construite.

Il est par ailleurs précisé que le pétitionnaire a apporté des éléments en réponse aux autres points relevés dans les contributions collectées dans le cadre de l'enquête publique. Ces éléments ont été intégrés dans le rapport définitif remis par le commissaire-enquêteur.

4.4. Conclusions du commissaire enquêteur sur le DDAE

Dans ses « conclusions sur la prolongation de la durée d'exploitation » datées du 23 février 2023, le commissaire-enquêteur note que l'organisation globale de l'enquête publique a été satisfaisante, que le public est venu s'informer régulièrement, que le dossier présenté par le pétitionnaire était satisfaisant, complet et bien documenté, et que les quelques observations présentées par le public ne présentent pas d'opposition formelle aux demandes du pétitionnaire.

En conclusion, le commissaire-enquêteur prononce un **avis favorable** à la demande du pétitionnaire, assorti de 3 recommandations :

- « trouver un accord avec l'intercommunalité pour le maintien ouvert de la déchetterie 6 jours par semaine et à des horaires pouvant satisfaire les demandes des habitants concernés sur les communes périphériques » (*voir la note de l'instructeur sur ce même sujet au paragraphe 4.1*) ;
- « mettre en place, pour le futur, un système d'alerte au dessus du casier de stockage de l'amiante pour qu'il soit possible de prévenir un éventuel opérateur du danger d'ouvrir ce casier, comme cela se trouve au-dessus des canalisations présentant un danger » ;

Note de l'instructeur : La « mémoire » de la présence du casier de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sera assurée par la mise en place de servitudes d'utilité publique au droit de la zone de stockage. Ces servitudes seront prises à l'issue de la période d'exploitation du site (attention à distinguer les servitudes au droit de la zone de stockage des servitudes s'appliquant sur une bande de 200 mètres autour du site).

- « faire étudier par les services de recherche SUEZ, et engager une solution pour réaliser la digestion des plastiques par voie biologique ».

Note de l'instructeur : La digestion du plastique par voie biologique fait l'objet de travaux de recherche très récents et ne peut à ce stade être déclinée à une échelle industrielle ni être imposée réglementairement. Le groupe SUEZ a indiqué suivre avec attention ces avancées scientifiques à travers son centre international de recherche sur l'eau et l'environnement.

4.5. Conclusions du commissaire-enquêteur sur la demande de servitudes

Dans ses « conclusions sur les servitudes » datées du 24 février 2023, le commissaire-enquêteur note à nouveau les bonnes conditions générales de l'enquête publique et l'absence d'opposition formelle aux demandes du pétitionnaire.

Un problème particulier est néanmoins soulevé pour la commune de Gouvix, où un projet de lotissement, prévu dans le plan local d'urbanisme intercommunal approuvé le 31 mars 2022, se trouve partiellement remis en cause par l'application des servitudes. Cette remarque rejoint les avis rendus par la commune de Gouvix et par la communauté de communes Cingal Suisse Normande.

En conclusion, le commissaire-enquêteur prononce un **avis favorable** à l'établissement de servitudes, assorti de 4 recommandations adressées au pétitionnaire, résumées de la façon suivante :

- organiser une réunion avec les propriétaires et occupants des biens concernés par la mise en place de servitudes ;
- établir avec un expert foncier une évaluation des biens concernés par l'établissement de servitudes, devant servir de base à une approche transactionnelle entre propriétaires et exploitant ;

Note de l'instructeur : comme exposé ci-avant, après correction de la bande de 200 mètres autour de la zone « Aucrais I », il ne subsiste plus de parcelles construites ou constructibles au sein de cette bande. Aussi, il n'apparaît pas nécessaire que Suez RV Normandie organise une réunion avec les propriétaires et occupants. Pour les autres parcelles (terrains agricoles, etc.), les modalités d'indemnisation de la perte d'usage sont encadrées par l'article L515-11 du code de l'environnement.

- vérifier la cohérence des numéros de parcelles, en particulier pour un cas situé à Urville ;

Note de l'instructeur : La parcelle à laquelle le commissaire-enquêteur fait allusion figure bien dans le dossier du pétitionnaire. Les informations présentées semblent cohérentes. En revanche, l'inspecteur des installations classées n'est pas en mesure de vérifier l'identité du propriétaire de ladite parcelle.

- assurer auprès des propriétaires et occupants un suivi environnemental et sanitaire au niveau des habitations concernées par la demande de servitudes.

Note de l'instructeur : aucune parcelle construite ou constructible n'est en fait concernée par la bande de servitudes. Il est rappelé à toutes fins utiles que l'installation fait l'objet d'un suivi environnemental prescrit par arrêté préfectoral. Ce suivi environnemental est communiqué au public

via le rapport environnemental annuel et fait l'objet d'échanges en commissions de suivi de site (dont les comptes-rendus sont également accessibles au public).

5. PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

La demande d'autorisation environnementale et la demande de servitudes d'utilité publique formulées par la société SUEZ RV NORMANDIE sont apparues complètes et régulières, et ont pu être soumises au public et aux collectivités lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 3 janvier 2023 au 1^{er} février 2023.

À l'issue de cette phase d'enquête publique, le commissaire-enquêteur a rendu des avis favorables aux demandes du pétitionnaire, assortis de recommandations.

Les différents avis et recommandations formulés au cours de l'ensemble de l'instruction ont été pris en compte dans les projets d'arrêtés préfectoraux joints au présent rapport.

En conclusion, il est proposé aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) du Calvados d'émettre un avis favorable à la demande d'autorisation et à la demande de servitudes d'utilité publique sollicitées par la société SUEZ RV NORMANDIE, dans les conditions définies par les projets d'arrêtés préfectoraux joints au présent rapport.

Dans le détail :

- le projet d'arrêté préfectoral instituant les servitudes d'utilité publique sur les terrains non maîtrisés de la bande des 200 mètres (50 parcelles concernées sur 4 communes) mentionne l'interdiction de construire ou aménager des habitations ou terrains de camping et l'interdiction de toute opération ou activité susceptible de porter atteinte aux massifs de déchets. La bande de 200 m retenue autour de l'ancienne zone « Aucrais I » est celle correspondant uniquement aux casiers de déchets exploités entre 2002 et 2007 ;

- le projet d'arrêté d'autorisation ICPE :

- prolonge la durée de l'autorisation d'exploiter jusqu'au 31 décembre 2037 (réaménagement final inclus),
- actualise le tableau de classement des rubriques ICPE et IOTA,
- modifie les montants des garanties financières relatifs à la zone d'exploitation « Aucrais II »,
- réduit les capacités d'admission annuelles de façon dégressive (265 000 t/an, puis 230 000 t/an et enfin 200 000 t/an), encadre celles de déchets de construction amiantés (5 000 t/an) et de terres inertes ou faiblement polluées (30 000 t/an), ainsi que de lixiviats reçus pour traitement en provenance d'autres ISDND (10 t/j),
- précise les zones de chalandise de ces différents déchets,
- fixe la nouvelle cote minimale d'exploitation pour les casiers à venir à 95 m NGF,
- encadre les modalités d'exploitation des casiers « amiante » et « terres inertes ou faiblement polluées »,
- et reprend enfin les nouvelles propositions de plantation autour de la zone « Aucrais II » pour la période de fin d'exploitation.

Rédacteur : L'inspecteur de l'environnement <i>Par ordre</i>	Vérificateurs :		Approbateur : Le chef-adjoint du service risques, Inspecteur de l'environnement
	Le chef de l'équipe déchets et sites pollués	Le chef de l'unité ressources	
Guillaume BEAUCAMP Le 19/04/23	Bertrand CAGNEAUX Le 19/04/23	Quentin CATHRIN- HAMELIN Le 20/04/23	Olivier LAGNEAUX Le 20 avril 2023